Marine marchande du Canada—Loi

● (1620)

Qu'est-ce que ce projet de loi dit d'autre? Que signifie-t-il pour les gens qui vivent dans des régions où la glace commence à se former dès le mois de décembre et s'accumule en janvier, février et mars de sorte qu'en avril il y a des montagnes de glace de 15 à 40 pieds de haut? Dans certaines régions, il y a des tonnes de glace accumulée qui empêchent les pêcheurs d'accéder à leur bateau et à l'eau qui leur permettent de gagner leur vie.

D'après le projet de loi, si l'on demande à la Garde côtière canadienne d'envoyer un navire pour briser cette glace et permettre à un pêcheur, ses collègues, ses voisins, ses amis, ses frères et sa famille de retourner en mer gagner leur vie, elle le fera avec plaisir pourvu que le pêcheur paie. Voilà ce que dit l'article 4 du projet de loi C-75 aux pêcheurs de la grande péninsule septentrionale.

Je vois qu'un ancien ministre des Pêches et des Océans est à la Chambre. Durant le temps où il était ministre, il s'est acquis auprès des pêcheurs la réputation, bien méritée, d'un homme qui préférerait toujours se tromper en faveur des pêcheurs, s'il lui arrivait de faire erreur. Il sait de quoi je parle. Il sait que le métier qui oblige un homme à se lever à 5 heures du matin pour prendre la mer sous la pluie ou la neige ou la neige fondue et le froid n'est pas facile. Il sait que les pêcheurs, comme les agriculteurs, les mineurs et les forestiers, sont nos producteurs du secteur primaire. Ils ne comptent pas parmi les Canadiens les plus riches, mais ils comptent parmi les plus efficaces. Ils comptent parmi ceux dont la contribution au bien-être de notre pays est la plus grande. Ce sont eux qui subiront les répercussions négatives du projet de loi.

Que veut-on dire quand on parle d'«aides à la navigation»? On parle des feux à l'entrée des ports qui permettent aux pêcheurs de rentrer au port par forte tempête ou dans le brouillard. Le gouvernement a maintenant décrété qu'il fournira des aides à la navigation seulement si les localités sont prêtes à en défrayer le coût puisqu'elles tombent sous le coup du projet de loi.

Le Canada est un pays maritime. Il n'y a peut-être aucun pays dans le monde dont les côtes soient aussi longues, bordé comme l'est notre grand pays par les océans Atlantique, Pacifique et Arctique. La plupart des pays se dotent de politiques visant à exploiter leurs avantages naturels, à respecter les réalités de leur environnement. Les députés peuvent-ils imaginer le Canada, le plus grand pays maritime du monde, celui qui a le plus de côtes, avec une politique qui traiterait cet aspect géographique intrinsèque comme une chose devant être vendue comme des hambourgeois, c'est-à-dire de n'offrir ces services que lorsque le nombre d'habitants est suffisant pour le justifier? Les députés peuvent-ils imaginer un pays où l'on dit à ceux qui habitent le long des côtes du Pacifique, de l'Atlantique ou de l'Arctique, aux Canadiens qui garantissent notre souveraineté par leur présence, de payer une pénalité à cause de la nature géographique de leur région?

N'est-il pas ridicule de consacrer 500 millions à la construction d'un brise-glace pour franchir le Passage du Nord-Ouest parce que les Américains y sont passés avec le *Polar Sea*? N'est-il pas ridicule de consacrer autant d'argent à un brise-

glace qui sert à garantir notre souveraineté alors qu'il suffit de reconnaître la présence de nos autochtones et des autres habitants du Nord? Ils n'ont pas besoin qu'on leur impose des droits supplémentaires à cause du mode de vie qu'ils ont choisi. Si notre souveraineté nous préoccupe dans le Nord, la présence de nos citoyens est notre meilleure garantie. Notre meilleure garantie consiste à les traiter décemment, comme des êtres humains, et pas comme une ressource supplémentaire pour le ministre des Finances (M. Wilson) qui veut une fois de plus mettre la main . . .

M. Nunziata: Le traitez-vous de voleur?

M. Tobin: Non. Je ne traiterais pas le ministre de voleur. Cela ne me viendrait pas à l'esprit. Je l'appellerais Picsou.

M. Nunziata: Quel différence y a-t-il?

M. Tobin: Un voleur va vous faire les poches pendant que vous avez le dos tourné. Le ministre des Finances ne ferait pas cela. En revanche, un Picsou va vous lessiver, vous tordre dans tous les sens, vous essorer, et vous vider de votre sang jusqu'à la dernière goutte avant de vous laisser filer. C'est contre cette mentalité de Picsou du gouvernement que je m'insurge.

Nous prévenons maintenant les Canadiens que le gouvernement tend sa main rapace vers leurs poches. Il est déterminé à leur extorquer jusqu'à leur dernier sou. Il est déterminé dans le cas des pêcheurs et des agriculteurs, de ceux qui sont victimes de la pire crise des prix depuis des décennies, à leur enlever encore une tranche de pain de plus de leur assiette le matin. Le gouvernement est déterminé à leur enlever quelques pommes de terre de plus de leur repas du soir. Oui, il est même décidé à piquer quelques bouteilles de Labatt Bleue supplémentaires au pêcheur qui rentre chez lui à la fin d'une dure semaine de labeur pour se reposer un peu. Pourquoi? Parce que le gouvernement fait peser ces frais additionnels sur nos agriculteurs et sur nos pêcheurs.

M. Benjamin: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'hésite à interrompre le député au milieu d'une de ses envolées. De toute évidence, il peut planer encore longtemps, mais je voudrais lui poser une question. Aurait-il l'obligeance d'en venir à certains faits sur la question en ce qui concerne les transports et les engagements du ministre des Transports en matière de transport? Le député ne se rend-il pas compte que le gouvernement et le ministre des Transports ont coupé une subvention de \$48,000 à Transport 2000 . . .

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je pense que le député a un discours complet à faire sur la question.

M. Benjamin: Non. Il s'agit d'une question.

M. le Président: Le député sait très bien qu'il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. La parole est au député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin).

M. Tobin: Monsieur le Président, peu importe que mon collègue, avec qui j'ai l'honneur de siéger au comité des Transports, ait invoqué le Règlement avec raison, il a soulevé une très bonne question. Je veux lui assurer qu'ayant dû m'absenter quelques minutes, je n'ai pas encore tout à fait repris le fil. Je le remercie de m'avoir aidé à me resituer.